

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

## HARO SUR L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET FRANCE TÉLÉVISIONS !

---

D'après Le Monde de ce jour, le gouvernement d'Emmanuel Macron exigerait de l'audiovisuel public 80 millions d'euros d'économies pour 2018. Soit 50 millions d'euros pour FTV, une vingtaine de millions pour Radio France, 5 millions pour Arte et plusieurs millions pour France Média Monde.

Ces économies viendraient s'ajouter à celles d'ores et déjà prévues dans les Contrats d'Objectifs et de Moyens signés entre l'Etat et les différentes entreprises.

### Casse sociale

Voilà des années que les entreprises publiques sont soumises à des plans d'économie successifs qui ont saigné à blanc leurs effectifs, remis en cause leurs missions et entravé leurs capacités de développement.

Rien qu'à France télévisions, qui enchaîne les plans de suppressions de postes, ce sont plus de 750 postes qui ont disparu en 5 ans avec toutes les conséquences négatives que l'on mesure à ce jour : suppression des éditions locales de France 3, fusion à marche forcée des rédactions nationales, déménagement de l'antenne d'Ile de France Vanves au Siège, menaces de restructuration de la filière de production.

Cette décision, si elle était confirmée, viendrait ajouter 500 suppressions de postes aux 200 déjà programmées en 2018, soit 700 postes rien que pour l'année 2018 à France télévisions, près de 10% des effectifs. Inacceptable !

### De nouvelles ressources

Or il faut souligner que l'audiovisuel public français est un des moins bien financé d'Europe, avec une redevance largement inférieure à la moyenne de celle des autres pays européens.

Il faut aussi rappeler que l'entreprise est contrainte de financer la production privée à hauteur de 420 millions d'euros par an.

Enfin, la CGT dénonce depuis des années l'absurde suppression de la publicité après 20H qui a amputé le groupe de plusieurs centaines de millions d'euros de ressources.

Cette décision est d'autant plus injuste qu'elle frapperait de plein fouet les salariés d'une entreprise qui n'ont cessé de s'engager pour relever les défis du développement du service public.

**La CGT de FTV dénonce cette orientation  
Elle n'hésitera pas à appeler à la mobilisation  
pour défendre, l'emploi, les missions  
et l'avenir du service public !**

Paris, le 12 septembre 2017